



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} avril 2005

Original: français

Lettre datée du 21 mars 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration sur les audits que la Commission européenne a effectués au Libéria, faite le 21 mars 2005 par la présidence de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Luxembourg
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Jean-Marc **Hoscheit**



**Annexe à la lettre datée du 21 mars 2005, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, français et espagnol]

**Déclaration sur les audits que la Commission européenne
a effectués au Libéria, faite le 21 mars 2005 par la présidence
au nom de l'Union européenne**

L'Union européenne suit avec beaucoup d'attention la situation au Libéria, qui est à un moment particulièrement décisif de son processus de transition.

Les longues années de guerres civiles, de pillage systématique des ressources et les atrocités commises envers la population ont laissé des marques importantes et ont eu un impact considérable sur la stabilité de l'ensemble de la région du bassin du fleuve Mano. Maintenant que la paix est revenue, que la reconstruction du pays est entamée, que des programmes de démobilisation, de désarmement et de réinsertion sont mis en œuvre, tout doit être fait, et avant tout par les autorités libériennes, pour permettre au pays de retrouver la stabilité politique, économique et sociale nécessaire à son développement, permettant ainsi aux populations encore déplacées de rentrer chez elles. Dans ce contexte, l'Union européenne tient à rappeler qu'aucune forme d'impunité ne peut être permise et que les responsables d'actes criminels, quelle que soit leur nature, doivent être amenés à répondre de leurs actes devant la justice. La stabilité est également essentielle pour le bien-être des populations de la région et leur avenir économique, afin de leur permettre de sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

Une date charnière sera la tenue des élections le 11 octobre prochain. Étant donné les problèmes organisationnels et logistiques qui restent à être surmontés, l'Union européenne lance un appel à toutes les forces politiques, ainsi qu'à l'ensemble des autorités transitoires libériennes, afin qu'elles coopèrent entre elles pour faire en sorte que le calendrier et le cadre régissant la tenue de ces élections soient strictement respectés.

Avec ses partenaires internationaux, en particulier les Nations Unies et la Mission des Nations Unies au Libéria, les États-Unis d'Amérique, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine, l'Union européenne s'est engagée à faire un effort considérable à cette fin. La réunion du Groupe de contact international sur le bassin du fleuve Mano du 21 mars examinera de nombreux défis en matière de développement qui se posent toujours au Libéria, y compris la nécessaire finalisation du processus de désarmement, démobilisation, réinstallation et réintégration dans le pays.

L'Union européenne lance en outre un appel aux autorités libériennes pour qu'elles assument leurs responsabilités et fassent en sorte que toutes les ressources du pays soient consacrées à sa reconstruction et à son avenir économique.

L'Union européenne exprime les plus graves inquiétudes en ce qui concerne l'engagement des autorités transitoires et des forces politiques libériennes afin de surmonter quelques-uns des principaux problèmes en suspens, et, en particulier, la question de la corruption mise en exergue par de récents rapports et audits.

Certaines informations récentes, vérifiables sur place, font état d'un niveau de corruption important qui reste largement impuni. Cette corruption dégrade à la fois l'image du pays et le processus démocratique en cours et pourrait menacer la tenue et la reconnaissance internationale des élections.

La Bulgarie et la Roumanie, pays adhérents, la Turquie et la Croatie*, pays candidats, l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à la présente déclaration.

* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.